

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DANS LE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET LA CONSTRUCTION D'UNE AUTRE MONDIALISATION : LE CAS DE L'AMÉRIQUE LATINE.

FERREIRA Nathalie, Docteur en économie, Faculté d'Économie et de Gestion d'Amiens (UPJV)

résumé

Dans les années 90, l'économie sociale et solidaire qui a émergé dans les pays latino-américains, s'articule autour d'un double mouvement social : celui au cœur de l'action sur le terrain avec le développement d'initiatives d'économie populaire, et celui au cœur des débats pour une autre mondialisation qui s'exprime par une volonté grandissante de proposer un autre modèle de développement en réaction au modèle néolibéral de développement.

abstract

In the 90s, the social and united economy which appeared in the Latin American countries, articulates around a double social movement : that in the heart of the action on the ground with the development of initiatives of popular economy, and that in the heart of the debates for another globalization which expresses itself by a growing will to propose another model of development in reaction to the neoliberal model of development.

INTRODUCTION

Depuis les années 90, l'économie sociale et solidaire est devenue une expression de plus en plus utilisée dans les pays du Nord et du Sud. Dans de nombreux pays d'Amérique Latine, depuis plus d'une décennie, de nouveaux acteurs sociaux (groupes de femmes, de jeunes) et de nouvelles stratégies de développement sont apparues. Des initiatives coopératives, mutuellistes et associatives se sont multipliées dans le sillage de mouvements paysans et ouvriers, de mouvements de l'économie informelle, de mouvements de développement communautaire, local ou de quartier. Ces mouvements associatifs locaux (dans les bidonvilles en majorité) tendent aujourd'hui à prendre une place de plus en plus importante sur le devant de la scène politique, économique et sociale dans le cadre de la constitution de véritables gouvernements locaux. Parmi toutes ces initiatives, nous pouvons citer deux expériences significatives de cette nouvelle dynamique :

- Villa el Salvador au Pérou, bidonville de 350 000 habitants en banlieue de Lima, ville dans laquelle la mobilisation sociale des résidents, l'économie solidaire et le développement local constituent des facteurs déterminants dans la lutte contre la pauvreté ;
- la "Red global de trueque" en Argentine, réseau qui regroupe les noyaux locaux et régionaux de troc dans le pays. Il s'agit de groupes de personnes qui échangent des produits et des services en utilisant une monnaie sociale.

Mais cette dynamique émerge aussi de la volonté grandissante des mouvements sociaux de proposer un autre modèle économique de développement en réaction au modèle néo-libéral de développement. En effet, depuis le deuxième Forum Social Mondial de Porto Alegre de février 2002 où l'économie solidaire constituait un thème central, le mouvement de l'économie sociale et solidaire est maintenant inscrit dans le mouvement international pour une autre mondialisation. Ainsi, l'économie sociale et solidaire des pays latino-américains s'articule autour d'un double mouvement social. D'une part, ce mouvement vise une transformation sociale où la démocratisation et le développement d'une économie solidaire constitueraient les piliers essentiels, et où la distinction entre le projet politique et le développement économique permettrait à nouveau leur articulation. D'autre part, le mouvement social s'inscrit au cœur des débats idéologiques et politiques pour une nouvelle vision de la mondialisation. L'intégration économique en Amérique Latine qui se dessine autour de l'axe Venezuela-Cuba et les organisations sous-régionales (Mercosur, Alba...) viennent renforcer le mouvement social pour une autre mondialisation. Cependant, à l'instar de différents pays européens où le développement de l'économie sociale et solidaire est

devenu un enjeu dans le processus de construction de l'Union Européenne, quelle est la véritable contribution de l'économie sociale et solidaire des pays latino-américains non seulement dans le développement de la solidarité et de la démocratie, mais aussi dans la construction d'une autre mondialisation?

Notre contribution s'articulera donc autour de cette double réalité de l'économie sociale et solidaire. Au travers de deux expériences latino-américaines significatives, la première partie abordera l'action sur le terrain de l'économie sociale et solidaire. Dans la deuxième partie, nous verrons que l'économie sociale et solidaire latino-américaine fait partie intégrante du mouvement international pour une autre mondialisation.

1. ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL EN AMÉRIQUE LATINE : CAS PÉRUVIEN ET ARGENTIN

La conjoncture économique des années 90 a plongé une majorité des pays d'Amérique Latine dans une crise profonde. Pour y faire face, d'importantes luttes sociales pour la démocratie et la justice sociale sont apparues ainsi qu'un développement considérable de réseaux d'économie solidaire, réseaux qui permettent à la population de réinventer le marché depuis l'intérieur même du système capitaliste, mais en s'appuyant sur des piliers, tels la solidarité, la réciprocité et l'autogestion. Ce sont précisément des réseaux d'échanges de produits, de services, de valeurs et d'informations qui se développent et se multiplient dans le cadre de la constitution de nouveaux espaces communautaires, locaux, nationaux et même transnationaux, parallèles à la logique de marché et au circuit des monnaies nationales. L'émergence de ces échanges apparaît essentiellement comme une initiative de la société civile, non seulement pour résister aux conséquences sociales d'une économie livrée aux seules régulations marchandes (chômage, exclusion, précarité...), mais aussi pour reconstruire le tissu social sur la base d'un développement local. Parmi l'ensemble de ces initiatives, les expériences péruvienne et argentine viennent illustrer cette nouvelle dynamique.

1.1. L'expérience péruvienne : la Villa el Salvador (VES)

VES est un bidonville en banlieue de Lima, capitale du Pérou, habité par 600 familles au début des années 70. Le gouvernement nouvellement arrivé au pouvoir est réformiste. Sensible à la question des bidonvilles, il saisit l'occasion pour introduire une politique de planification urbaine qui encourage explicitement la participation de la population à

l'aménagement du territoire. En 1984, VES est devenue une municipalité de 350 000 habitants qui se caractérise par son haut degré d'organisation sociale et par son parc industriel cogéré par la municipalité et les associations locales d'entrepreneurs [FAVREAU et FRECHETTE, 2002]. Plus de 3000 associations de quartier et sectorielles y sont actives et déploient leurs activités dans le cadre d'une organisation de voisinage très structurée qui a pris le contrôle de son développement dès le début en mettant à profits plusieurs Organisations Non Gouvernementales (ONG) [VELASQUEZ RAMOS, 1997].

Dès ses début, avec la participation de militants chrétiens, de mouvements politiques de gauche et de professionnels d'ONG, VES s'est dotée d'une forme d'organisation sociale particulière qui repose sur l'existence de groupes résidentiels définis comme les unités de base de l'organisation de son territoire. Le groupe résidentiel comprend en moyenne 384 familles, soit entre 2000 et 2500 personnes. Les familles disposent de maisons regroupées autour d'une place commune réservée aux services de base qu'elles ont en commun : écoles, centre de santé, local communal, terrain de jeu... En quelques années, VES a créé 120 places communes. Enfin, les femmes ont joué un rôle important dans l'animation des réseaux de voisinage [FAVREAU et FRECHETTE, 1998]. Afin d'assurer la représentation démocratique de tous les résidents, chaque groupe résidentiel élit ses délégués qui les représentent à la Communauté autogérée de VES (CUAVES). Cette dernière établit avec la municipalité des stratégies de développement sur l'ensemble du territoire de la municipalité. En rompant avec le modèle colonial classique des villes d'Amérique Latine, VES a innové dans l'aménagement de son territoire. En effet, les places communes ne sont pas la prolongation du pouvoir de l'Etat et de l'Eglise. Conçues de façon communautaire avec une démocratie à l'échelle microsociale, les places communes forment plutôt un ensemble d'espaces démocratiques favorisant la décentralisation et la structuration de la société civile [ZAPATA, 1996 ; TOVAR, 1992]. L'occupation territorial de VES correspond au modèle d'organisation sociale d'une population indienne et paysanne disposant d'une culture fondée sur la solidarité et l'entraide.

VES qui demeurait, jusqu'à la fin des années 80 une ville-dortoir, est devenue un endroit dynamique au plan de l'emploi. Après un démarrage difficile, la relation entre la municipalité et les petits entrepreneurs se renforce en 1992. Et la municipalité obtient l'autorisation d'utiliser un espace réservé par le gouvernement pour l'organisation d'un parc industriel afin d'y installer des petites industries et des micro-entreprises. VES opte alors pour un développement intégral fondé sur la commercialisation, l'assistance technique à la

production, le financement et la formation entrepreneuriale afin de stimuler l'économie locale. A la fin des années 90, l'activité industrielle de VES se renforce par l'émergence de services de soutien technique. Citons par exemple, le centre de soutien Aconsur, une institution à but non lucratif créée à l'initiative de la coopération italienne et du ministère de l'industrie du Pérou. Ce centre offre particulièrement des services au secteur textile et aux femmes tricoteuses appartenant aux secteurs populaires de Lima [FAVREAU et FRECHETTE, 2002]. En 1999, VES a mis en œuvre un plan de dix ans. Contrairement au premier plan de 1983 qui avait été élaboré par des professionnels d'ONG, le nouveau plan s'effectue par des consultations publiques et des tables de concertation. En devenant une municipalité, VES a ainsi créé ses propres instances de formulation du plan. Ce dernier inclut le budget participatif qui permet à la population de se prononcer sur l'affectation des fonds municipaux, d'élaborer des priorités de développement, de suivre la réalisation des travaux et de s'assurer de la bonne utilisation du financement. En misant sur le regroupement de petites unités de productions locales plutôt que sur une hypothétique implantation de grandes entreprises, VES a incité les artisans de la production locale à s'organiser par secteur professionnel au sein d'entreprises débordant le seul cadre familial, et à mettre en commun leurs achats, leur machinerie et la commercialisation de leurs produits [FAVREAU et FRECHETTE, 2002]. Le marché interne de survie s'est ainsi inscrit dans une économie de marché où l'économie sociale et solidaire (avec les coopératives de travail, d'achats...) occupent une place centrale. Aujourd'hui, les résultats sont probants : sur une population active de 100 000 habitants, VES a réussi à regrouper 12 000 petites et micro-entreprises fournissant 37 000 postes de travail dont 12 000 permanents et 25 000 saisonnier [AZCUETA, 2001].

Plusieurs facteurs expliquent les réussites de VES. D'un point de vue socioculturel, VES s'est fondée sur les traditions communautaires pour construire une organisation sociale à partir de la base, c'est à dire du groupe résidentiel qui a su initier des moteurs délaissés du développement [MERCHANT, 1991]. D'un point de vue économique, VES s'est basée sur les filières, sur les dispositifs informels, sur l'économie de subsistance communautaire [VERSCHAVE, 1994], c'est à dire sur l' "économie de rez-de-chaussée" selon la terminaison de Braudel (1985) : les marchés urbains élémentaires et les petites boutiques d'artisans, les petits ateliers de production constituent un étage sur lequel le développement à une autre échelle devient possible. Enfin, d'un point de vue sociopolitique, VES a montré qu'une collectivité publique pouvait posséder les attributs politiques de la modernité en combinant la démocratie représentative avec la démocratie directe. En résumé, VES est le produit de

plusieurs rencontres : entre une population marginalisée et des leaders communautaires d'une part, et des ONG nationales qui assurent un support professionnel nécessaire à leur développement comme municipalité et comme communauté autogérée d'autre part. Mais en s'organisant, VES est aussi le produit d'une rencontre a su d'une part, obtenir la reconnaissance et le soutien des pouvoirs publics, et d'autre part mettre à profit une coopération internationale décentralisée, celle qui favorise par exemple des jumelages de municipalités ou d'écoles [FAVREAU *et alii*, 2002]. Cette approche de développement local a ainsi permis la création de nouveaux modes d'interventions des pouvoirs publics et de nouvelles interfaces entre les sphères publiques, privées, associatives [REILLY, 1995].

Même si VES est une expérience exceptionnelle en matière de développement communautaire et d'économie solidaire, il existe d'autres initiatives du même type en Amérique Latine comme celles de Porto Alegre [CASSEN, 1998] ou de Fortalza [COLLOMBON et PARODI, 1997]. Mais toutes ces initiatives ne réussissent pas ce développement sans tensions, ni débats. A la faveur de la crise économique et politique sud-américaine, les conflits sociaux s'y sont développés. Néanmoins, VES possède un cadre démocratique qui permet de résoudre plus aisément les conflits [AROCENA, 1999].

1.2. L'expérience argentine : la Red Global de Trueque

L'Argentine qui était traditionnellement considérée comme le pays le plus avancé dans la région d'Amérique Latine, est devenu extrêmement vulnérable aux fluctuations de l'économie mondiale depuis les 20 dernières années. La création d'un premier club de troc en Argentine peut donc être comprise comme une réponse des groupes de base de la société civile à la croissance spectaculaire du chômage (taux excédant parfois les 20%). C'est au sein du Programme d'Autosuffisance Régionale (PAR) qu'est apparu en 1995 à Bernal (province de Buenos Aires) le premier club de troc argentin [PIMAVERA, 1999]. Celui-ci est né d'une volonté de plusieurs voisins écologistes (le groupe promoteur) de concilier l'écologie et l'autosuffisance, démarrant par un premier échange de citrouilles, surplus du potager d'un voisin. Une vingtaine d'individus s'embarquent alors dans une première expérience de troc qui tend à améliorer la qualité de vie de milliers de personnes. Cette expérience adopte des pratiques d'échanges plus justes et prend en compte des critères comme l'environnement et la valeur travail [SENECAL, 2004]. L'objectif de ce club de troc est de faciliter aux différents acteurs les plus touchés par la crise (chômeurs, petits producteurs, artisans) leur accès aux produits et aux services sans l'utilisation de monnaie formelle (au départ de la nourriture, du

tissu, de l'artisanat, puis des services comme l'enseignement de langues, les soins dentaires...). Les biens et services peuvent s'échanger directement contre leur travail et/ou des articles produits par les consommateurs eux-mêmes [RAVERA et DE SANZO, 2004].

Le développement du réseau argentin a été progressif entre 1995 et 2002, puis fulgurant en 2001 et 2002, accélération qui coïncide avec l'aggravation brutale de la crise dans le pays marquée par la fin de la parité du peso avec le dollar. Les médias donnent aussi une impulsion au développement de cette initiative. Pour faciliter les échanges devenus multiples, des bons d'échange appelés "crédits" (ou *creditos*), matérialisés sous forme de tickets, semblables à des billets, sont mis en place¹ [MONTILLET, 2003]. La principale caractéristique de ces clubs est donc l'utilisation d'une monnaie complémentaire, une monnaie sociale² dont l'unité de compte est le *crédit*. Cette monnaie est distribuée de façon équitable et sans intérêt aux membres associés (appelés également "prosommateurs" en raison de leur double qualité de producteurs et de consommateurs). Les prosommateurs offrent au sein du *nodo* des produits et des services. Une fois confirmée la participation régulière d'un prosommateur au *nodo*, il est intégré en qualité d'associé. Il lui est accordé un certain apport en crédits (50 crédits par et par personne). Ainsi, la circulation de cette monnaie augmente au fur et à mesure que le nombre de participants et l'activité économique s'accroissent [RAVERA et DE SANZO, 2004]. On est ainsi passé d'un troc traditionnel réalisé entre deux personnes et en une seule fois à une forme d'échanges multiples disposant d'un outil physique afin de faciliter l'évaluation des biens. Néanmoins, l'appellation de troc est maintenue dans l'usage car elle a l'avantage de mettre en évidence le principe fondateur du système, celui de la réciprocité [MALLARD, 2004].

Face à la multiplication des transactions entre clubs, une gestion articulée entre les différents groupes devient nécessaire. Le réseau global de troc se substitue alors au club de troc et ces derniers deviennent des nœuds ("nodos"). Les transactions ont lieu dans ces nodos (souvent reliés les uns aux autres en réseaux provinciaux ou nationaux), précisément dans de vastes espaces (paroisses, écoles, terrains...) mis à la disposition de la communauté. Ces nœuds sont organisés par des ONG communautaires qui ne répondent qu'à l'intérêt des prosommateurs et au développement de la communauté d'appartenance du nœud. Ces ONG

¹ Les premiers bons utilisés étaient non-tansférables (ils portaient le nom du créateur et du débiteur) mais ils n'ont existé que quelques heures car les personnes les ont immédiatement échangés entre elles, compte tenu de la composition des différents clubs et la confiance existant entre les personnes, d'où la création d'une monnaie sociale [PRIMAVERA, 1999].

² Définie comme "un instrument de compte et de paiement distinct de la monnaie nationale". Ce système de monnaie parallèle se pose alors en système complémentaire et non concurrent du système en place [BLANC, 2000].

se chargent aussi d'obtenir l'appui d'autres organisations, de diversifier les activités des nœuds, de former les prosommateurs et les responsables du fonctionnement du nœud. Précisément, elles sont en relation avec les secteurs de la production et du commerce en vue d'une diversification des offres du nodo, d'une intégration verticale en monnaie sociale de la production des prosommateurs associés, du contrôle permanent de la qualité et d'une solution rapide aux multiples problèmes posés et, par la gestion du nodo et, par l'urgence des demandes de l'ensemble des prosommateurs [RAVERA et DE SANZO, 2004]. Ainsi, l'organisation de ce réseau permet un contrôle plus aisé des multiples transactions effectuées à travers le pays. En 1999, le réseau rassemblait plus de 100 000 personnes en Argentine, puis s'est étendu à d'autres pays comme le Brésil, l'Uruguay, la Colombie, l'Equateur et le Chili.

Le réseau repose sur quatre grands piliers que sont la monnaie sociale, c'est à dire le crédit, la réciprocité, une décentralisation importante (principe d'autonomie de ses différents groupes) et enfin, une production à échelle humaine. Dès le départ, les fondateurs du premier club posent des principes plus éthiques qu'économiques (12 principes généraux) mais ceux-ci sont interprétés avec beaucoup de liberté par chaque groupe autonome³ [RAVERA et DE SANZO, 2004]. Si l'appui des médias et de certaines entreprises du secteur privé ont permis un développement rapide de cette initiative, le premier soutien de l'Etat provient du gouvernement de la ville de Buenos Aires⁴, d'abord le Secrétaire des Affaires Sociales, puis du Secrétariat de l'Industrie, du Commerce et du Travail. L'ouverture à l'Etat à la fin de l'année 1997 permet de légitimer la situation d'un "système de travail" qui risquait d'être considéré comme du travail au noir. Pour le groupe fondateur, il s'agit essentiellement d'obtenir l'acceptation du troc comme mécanisme efficace et légitime pour réactiver le marché du travail. L'adoption d'un Programme d'Appui au Troc Multiréciproque par le Secrétaire des Affaires Sociales de Buenos Aires permet également de légitimer les opérations en crédits émis par les usagers. Le gouvernement national même s'est engagé à promouvoir le système de multitroc avec usage de la monnaie sociale en tant que stratégie de développement des micro et petites entreprises [PRIMAVERA, 1999]. Après la création en 1999 d'un Réseau Latino-américain de Socioéconomie Solidaire qui a eu pour objectif la diffusion du multitroc à d'autres formes d'économie solidaire, et à la fin du premier Forum Social Mondial de janvier 2001 à Porto Allegre (Brésil), un Réseau Global d'Economie Solidaire a été créé. Ce dernier considère la monnaie sociale comme stratégie de synergie avec d'autres formes

³ Par rapport au principe de décentralisation et au respect des besoins particuliers des différentes régions, il existe par exemple plusieurs commissions d'émission et de contrôle des crédits, plusieurs écoles de formation des responsables des nœuds dans les différentes régions du pays.

⁴ Qui concentre 30% de la population argentine.

économiques, culturelles et sociales de résistance à la mondialisation, stratégie capable de reconstruire le tissu social à partir de la base.

En 2001, l'Argentine entre dans une crise économique et sociale profonde. Le réseau atteint alors plus de six millions de personnes [CASSANO *et alii*, 2003]. Suite à cette forte progression du nombre de participants et de graves problèmes structurels imprévus, l'organisation du réseau plonge dans une importante crise de confiance (qui éclate simultanément avec la crise institutionnelle) provoquée essentiellement par une surémission de crédits contrefaits. A ces dysfonctionnements internes, un changement de contexte s'est superposé : la conjoncture économique a connu un début d'amélioration en 2003 et le pays a bénéficié à nouveau de l'aide financière de grands organismes de prêts internationaux, entraînant une consolidation de la situation matérielle des ménages et un recul de la pratique du troc [MALLARD, 2004]. Egalement, certains clubs ont développé un modèle d'entrepreneur reposant sur des notions de concurrence et de profits. Les crédits remis aux usagers en échange de leurs produits, ont été parfois revendus en monnaie nationale. Aujourd'hui, le réseau est toujours en crise mais se reconstitue progressivement. Près de 1000 clubs composent actuellement le réseau de troc argentin et plus d'un million de personnes dans 18 provinces argentines pratiquent cette forme d'échange qui améliorent sensiblement leurs conditions de vie [PRIMAVERA, 2001]. Au-delà de cette situation de crise, il est important de souligner que le réseau global de troc argentin est véritablement l'expérience de monnaie sociale la plus représentative du continent américain. Plusieurs facteurs expliquent le succès fulgurant du cas argentin⁵ : le développement d'un système solidaire et permanent qui permet de construire une identité commune puissante où chaque producteur d'un groupe est à la fois consommateur de ce même groupe (prosommateurs), favorisé par l'interaction régulière entre voisins ; l'organisation des nœuds en régions et des régions au niveau national ; la création d'un réseau ouvert qui repose sur une grande autonomie des différents groupes et sur le respect de principes éthiques ; enfin, l'émission d'une monnaie sociale appelée *crédit* qui est acceptée et utilisée par tous.

De l'expérience argentine, un constat surgit. L'apparition dans les années 1980 de ces monnaies complémentaires est souvent associée à une situation de crise généralisée comme en Argentine ou moins apparente comme en Europe et en Amérique du Nord. L'économiste J.M. Servet [1999] explique que "dans la plupart des situations de crise, on observe une forme d'érosion du pouvoir monétaire. Il y a donc nécessité d'établir des instruments privés

⁵ Ceux-ci sont résumés dans les "Neuf lois de Dieu" ou "loi de la complexité" [H. Primavera, 1999].

protégeant le pouvoir d'achat jusqu'à des communautés inventant des instruments de compte et de paiement qui leur soient propre". Aujourd'hui encore, les crédits ou les autres formes de monnaie sociale servent d'éléments de base à la création graduelle et durable d'un modèle de développement autre. Même si la monnaie sociale n'est pas épargnée par certains dérapages comme en Argentine (faux monnayeurs, détournements de fonds...), son inscription dans un mouvement d'envergure nationale a permis néanmoins l'adhésion immédiate des individus et a favorisé leur coopération et leur solidarité. Elle a ainsi créé des rapports nouveaux à l'intérieur de la société civile, mais aussi entre celle-ci et l'Etat et a tenté enfin de reconstruire le tissu social.

2. L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN AMÉRIQUE LATINE : UNE COMPOSANTE DU MOUVEMENT POUR UNE AUTRE MONDIALISATION

A l'instar des pays européennes et nord-américains, l'économie sociale et solidaire en latino-américaine exprime une volonté grandissante de mouvements sociaux de proposer un autre modèle de développement économique au modèle capitaliste. Cette tendance s'est renforcée depuis le deuxième Forum Social Mondial de Porto Allegre de 2002 où le mouvement de l'économie sociale et solidaire a été inscrit dans le mouvement international pour une autre mondialisation. Cependant, les expériences péruvienne et argentine nous ont montré précédemment que l'action de terrain de l'économie sociale et solidaire d'Amérique Latine ne peut être séparée des débats autour d'une nouvelle vision de la mondialisation qui se veut sociale et équitable ; d'une part, l'économie sociale et solidaire contribue à l'innovation sociale, à la réintroduction de la solidarité dans l'activité économique, et d'autre part, participe aux débats sur un nouveau mode de développement. L'économie populaire soutenue par des ONG ou des gouvernements locaux progressistes de même que l'économie sociale et solidaire et le développement local participent à cette stratégie de "premier développement" (celui des économies locales) qui constituent le sous-bassement essentiel à toute économie nationale et à toute inscription dans l'économie mondiale.

2.1. L'économie sociale et solidaire : un enjeu planétaire

Le mouvement de l'économie sociale et solidaire est devenu une réalité qui est reconnue dans de nombreuses régions de la planète. Dans l'Union Européenne (notamment en France, en Belgique, en Italie, en Espagne et en Suède), les réseaux de l'économie sociale et solidaire occupent une place de plus en plus importante au sein de l'activité économique. Ils

entretiennent, entre autres, des liens de plus en plus étroits avec des mouvements, tels ATTAC. Comme nous l'avons vu précédemment, l'économie sociale et solidaire en Amérique Latine prend diverses formes. En Afrique également, où l'économie informelle représente 80% de l'activité économique de certains pays, l'économie sociale et solidaire apparaît de plus en plus comme l'unique stratégie de développement [NEAMTAN, 2002]. Avec les crises économiques et financières répétitives de cette dernière décennie, nous avons assisté à une remontée du local et à sa transformation, mais aussi à son internationalisation. Comme le montre l'expérience péruvienne, la question de l'institutionnalisation des initiatives à VES s'est posée, notamment la question de leur reconnaissance et de la coopération effective avec les pouvoirs publics et les grandes institutions internationales, telles le Bureau International du Travail (BIT). Plusieurs réseaux internationaux qui s'inscrivent désormais dans la durée et qui sont issus de la société civile, ont mis en avant l'importance du développement local, ce dernier cherchant à modifier ses échelles d'action. Citons par exemple le Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (RIPESS) qui a pour volonté première de développer un réseautage permanent entre les acteurs et promoteurs de l'économie sociale et solidaire de tous les continents. Le processus qui a conduit à la mise en place du RIPESS a débuté avec la première rencontre internationale de la globalisation et de la solidarité à Lima en 1997 qui a réuni plus de 275 personnes (principalement des ONG et associations) provenant des quatre continents autour d'un objectif essentiel : comment les échanges internationaux pourraient s'exprimer sous le mode d'une véritable coopération internationale et de solidarité entre les partenaires du Nord et du Sud. Lors de cette conférence, plusieurs thèmes ont été abordés, tels le commerce équitable. Le processus de réseautage s'est poursuivi avec la deuxième rencontre internationale au Québec en 2001 qui a réuni plus de 400 personnes en provenance de 37 pays (dont 25 du Sud) autour de l'objectif suivant : montrer et supporter l'émergence de nouvelles pratiques d'économie sociale et solidaire et contribuer au développement d'alternatives aux stratégies néolibérales de gestion de la mondialisation. A l'issue de ces deux rencontres internationale, une Commission Internationale de Liaison (CIL) constituée de délégations continentales, a été créée principalement pour faire circuler l'information et favoriser les liens entre les divers réseaux nationaux. Cette commission a été chargée de l'organisation de la troisième rencontre internationale qui a eu lieu à Dakar en 2005 [FAVREAU *et alii*, 2002]. Lors de cette rencontre, les réflexions se sont surtout portées sur les moyens d'améliorer la promotion de l'économie sociale et solidaire dans le monde. Mais il existe d'autres réseaux internationaux qui cherchent à établir un système d'économie solidaire en faisant sortir les expériences

actuelles d'économie solidaire du stade local pour les inscrire dans le global. Mentionnons trois exemples :

- la conférence internationale sur l'économie solidaire au Nord et au Sud à Ostende en mars 1997 qui a réuni plus de 400 personnes d'une trentaine de pays représentant des organisations à la recherche d'un repositionnement de l'économie solidaire dans le nouveau paysage économique et politique de la planète [DEFOURNY et alii, 1999] ;
- l'Alliance pour un monde pluriel, responsable et solidaire qui a été créée en 1997 à la suite d'un appel signé par plus de 1400 personnes de 100 pays ;
- le programme STEP (Stratégies et Techniques de lutte contre l'Exclusion et la Pauvreté) du BIT qui soutient le développement de l'économie solidaire dans les pays du Sud. Ce programme de cinq ans (1998-2003) avait été créé pour assurer le suivi du sommet mondial pour le développement social de Copenhague de 1995 et de la conférence d'Ostende de 1997 [FAVREAU *et alii*, 2002].

Une nouvelle convergence de mouvements sociaux et d'organisations locales et mondiales a vu le jour en janvier 2001 à l'occasion du Forum social de Porto Allegre, dont la deuxième édition a eu lieu en janvier 2002. Forte d'une mobilisation massive, cette convergence a lancé des débats de fond sur la critique de la mobilisation néolibérale et a mis en avant des propositions pour lutter contre ses excès. Ces débats ont été poursuivis dernièrement lors du Forum Social Mondial de Bamako (janvier 2006). C'est également de cette mouvance que sont nés les différents Forums Sociaux Européens (Florence en 2002, Paris en 2003, Londres en 2004 et en perspective celui d'Athènes en 2006). Il existe aussi des traités d'intégration régionale (qu'ils aient ou non abouti) comme la Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL), l'Association Latino-Américaine d'Intégration (ALADI), le Service Economique Latino-Américain (SELA), l'actuel Marché commun du Cône sud (MERCOSUR), l'Alternative bolivienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ALBA) entre autres.

Ces réseaux associatifs internationaux se développent en s'appuyant sur les nombreuses initiatives économiques alternatives dans le pays du Nord et du Sud, initiatives locales qui s'inscrivent désormais dans un mouvement plus vaste de la société civile qui se

mobilise au plan international. Un mouvement citoyen international est donc en marche et s'organise sur ses propres bases pour construire des alternatives à la mondialisation néolibérale. Les pouvoirs publics doivent prendre en considération ces nouveaux réseaux internationaux qui permettent de multiplier les échelles d'intervention (locale, régionale, nationale, internationale) et de changer d'échelle d'action en passant du local au global.

2.2. Le rôle de la solidarité dans la coopération internationale

La dégradation des compromis sociaux et la remise en question des règles institutionnelles qui avaient constitué la base du développement de l'Après-guerre dans les pays du Nord (modèle fordiste et providentialiste) et dans ceux du Sud (modèle développementaliste) constituent le fondement même de la crise actuelle. La mondialisation néolibérale provoque un développement incommensurable de l'exclusion, de la précarité voire de la misère, mais aussi une concurrence sauvage entre les pays. Ce phénomène produit aussi un déficit démocratique car les Etats (essentiellement ceux du Sud) deviennent de plus en plus redevables à des institutions internationales, telles le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale [SMOUTS, 1995]. Par exemple, la crise économique et financière qui a éclaté en Argentine en 2001 a été provoquée essentiellement par le surendettement et les plans d'ajustements structurels (PAS) du FMI censés réduire la dette extérieure du pays évaluée à plus de 150 milliards de dollars. Le problème de la dette extérieure frappe l'Amérique Latine mais aussi le reste du monde ; il grève tout particulièrement les pays les plus pauvres en faisant obstacle à leur développement. Par exemple, pour l'année 2001, le budget du Pérou était de 9,7 milliards de dollars, dont 92% est consacré au service de la dette contre 14% pour l'éducation et 8% pour la santé. Au milieu des années 70, la dette de l'Amérique Latine se chiffrait à 60 milliards de dollars. En 1980, elle avait grimpé à 204 milliards de dollars, avant d'atteindre 443 milliards en 1990, puis 730 milliards en 2000. Aujourd'hui, les dépenses sociales par habitant des pays d'Amérique Latine sont inférieure de 60% par rapport à leur niveau de 1970, selon les données de la CEPAL. Les associations du Sud comme la coopération internationale Nord-Sud ont subi le contrecoup de cette crise. Mais la crise a libéré un espace inédit pour l'innovation sociale, notamment dans la zone où l'économique et le social se superposent (cas de l'économie populaire des pays du Sud). En effet, les PAS du FMI ont ouvert une brèche dans les modèles de développement présents dans les pays du Sud, brèche que la société civile a utilisé pour donner naissance à des innovations sociales et économiques. Ces innovations ont favorisé, dès lors, la relance des économies locales au sein de secteurs délaissés par le système de développement capitaliste. Finalement , ces initiatives

d'économie populaire, de développement local et régional, de démocratie participative et de mondialisation solidaire issues de la société civile, des ONG et autres ont permis non seulement la remise en question des anciens contrats nationaux mais aussi les politiques de certaines institutions internationales, telles le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le BIT [CASTEL, 2002]. Enfin, toutes ces pratiques se sont jointes aux revendications portées par des mouvements sociaux internationaux sur l'annulation de la dette des pays les plus pauvres de la planète, la lutte pour la taxation des flux financiers, l'accès de tous aux services de base (eau potable, santé, éducation...). Ainsi, face aux excès de la mondialisation, la réaction tant mondiale que locale prend de l'ampleur, et une solidarité dans la coopération internationale tend à se développer aussi d'un point de vue socioéconomique (en soutenant le développement des bidonvilles, en structurant l'entraide, en développant le microcrédit et la microfinance qui permettent de lancer de petites entreprises, en favorisant des jumelages d'écoles, de municipalités, de paroisses qui favorisent l'échange professionnel, technique, culturel) et politique. En effet, elle organise des mobilisations qui permettent par exemple de torpiller un sommet comme celui de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Seattle en 1999 ou d'influencer un sommet comme celui de Rio en 1992 sur l'environnement (8000 ONG présentes) ou celui sur la condition des femmes dans le monde à Pékin en 1996 ou celui contre l'exploitation des enfants de Genève en 1998 [FAVREAU et FRECHETTE, 2002]. Ainsi, face aux désordres provoqués par la mondialisation néolibérale, un nouvel ordre social paraît nécessaire. Et ce nouvel ordre doit chercher à structurer une nouvelle organisation financière et économique qui tienne compte de la réalité actuelle des pays du Sud, afin qu'ils soient des acteurs à part entière, aux côtés des pays du Nord, d'une démarche de construction d'une économie mondiale fondée sur la coopération entre les nations.

CONCLUSION

Le creusement des phénomènes de précarité, d'exclusion sociale, voire de misère dans de nombreux pays du Sud (notamment en Amérique Latine) s'accompagne depuis plus d'un quart de siècle d'un développement de mouvements associatifs locaux. Ces derniers sont initiés par la société civile et tendent à prendre aujourd'hui une place de plus en plus importante sur le devant de la scène économique et sociale, mais aussi politique dans le cadre de la constitution de gouvernements locaux (cas de VES au Pérou et de la Red Global de Trueque en Argentine). Ainsi sont apparus et se sont développés les concepts et les expériences d'économie populaire, d'économie solidaire, de systèmes d'échanges locaux, de

troc, de finance solidaire, de commerce équitable, de monnaie sociale. Les excès de la mondialisation néolibérale ont fait également émerger de nouvelles démarches de type entrepreneuriale entre les mouvements sociaux locaux, les ONG, les municipalités et l'entrepreneurship local privé et collectif, et ont renforcé la solidarité dans la coopération internationale entre les pays du Nord et ceux du Sud par la création de réseaux internationaux d'économie sociale et solidaire (Forums Sociaux Mondiaux et Européens...). Ces réseaux soutiennent le développement local et l'économie populaire, et participent à cette stratégie de "premier développement" (celui des économies locales) qui constituent le sous-bassement essentiel à toute économie nationale et à toute inscription dans l'économie mondiale. Sans constituer encore une force socioéconomique et sociopolitique mondiale, cet ensemble d'initiatives d'économie sociale et solidaire a dépassé le stade des démarches exclusivement locales pour s'inscrire dans une autre mondialisation qui se veut sociale et éthique. En effet, ces initiatives ont permis aux victimes du modèle de développement capitaliste (individus, collectivités) de répondre à leur propres besoins en y intégrant des valeurs de solidarité et de justices sociales et en entreprenant collectivement, mais aussi d'établir des stratégies plus larges pour développer un autre modèle de développement.

BIBLIOGRAPHIE

AZCUETA M. (2001), *Combate global contra la pobreza. Las soluciones existen (la experiencia de Villa el Salvador)*, Escuela Mayor de Gestion municipal et UNESCO, Lima, Peru.

AROCENA J. (1999), "Les approches latino-américaines du développement local" in DEBUYST F. et YEPEZ DEL CASTILLO I. (dir.), *Amérique Latine. Espaces de pouvoir et d'identités collectives*, L'Harmattan, Paris.

BLANC J. (2000), *Les monnaies parallèles. Unité et diversité du fait monétaire*, L'Harmattan, Paris.

BRAUDEL F. (1985), *La dynamique du capitalisme*, Champs/Flammarion, Paris

CASSANO D., CORAGGIO J.L., FREDERICO A., HINTZE S. (2003), "Documento base de la Jornada Nacional sobre Trueque y Economía Solidaria", in HINTZE S. (dir.), *Trueque y Economía Solidaria*, Buenos Aires, Universidad Nacional de General Sarmiento/ Promoteo Libros.

CASSEN B. (1998), "Démocratie participative à Porto Alegre", *Monde Diplomatique*, août.

CASTEL O. (2002), *Le Sud dans la mondialisation. Quelles alternatives ?*, La Découverte, Paris.

COLLOMBON J.-M. et PARODI M. (1997), "Une expérience brésilienne d'économie solidaire à Fortaleza", RECMA, #263, Paris.

DEFOURNY *et alii* (1999), *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Bruxelles, De Boeck Université.

FAVREAU *et alii* (2002), "Développement local et économie populaire en Amérique Latine : l'expérience de Villa el Salvador", *Rapport de recherche n° 1*, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais.

FAVREAU et FRECHETTE (1998), "Développement communautaire et économie sociale : l'expérience péruvienne de Villa el Salvador", série *Pratiques économiques et sociales n°5*, Cahiers de la Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais.

FAVREAU et FRECHETTE (2002), "Développement local et économie solidaire en Amérique Latine : des expériences innovatrices", série *Pratiques économiques et sociales n°21*, Cahiers de la Chaire du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais.

MALLARD B. (2004), "Essor et faillite des réseaux de "troc" en Argentine : l'échec d'une refondation sociale", in *El Correo*, page internet [<http://www.elcorreo.eu.org>].

MERCHANT C. (1991), *Nord-Sud : de l'aide au contrat*, Syros, Paris.

MONTILLET L. (2003), Les monnaies communautaires en Argentine : le trueque, "Analyse de l'émergence, la croissance exponentielle et l'essoufflement des mouvements de monnaies communautaires en Argentine", rapport du Centre Walras sur l'exclusion et liens financiers.

NEAMTAN N. (2002), "Economie sociale et solidaire et l'autre mondialisation", Chantier de l'économie solidaire.

PRIMAVERA H. (1999), "La monnaie sociale du réseau global de troc en Argentine : une nouvelle donne ? ", Univ. De Buenos Aires.

PRIMAVERA H. (2000), " El lado invisible del trueque : sólo se trataba de inventar", page internet : [<http://www.money.socioeco.org>].

PRIMAVERA H. (2001), "La monnaie sociale : levier du nouveau paradigme économique", doc. de synthèse pour discussion, produit suite à la rencontre de Findhorn.

RAVERA R. et DE SANZO C. (2004), " Le réseau global de troc en Argentine ", in CALPA, page internet : [<http://www.calpa-paris.org>].

REILLY C.A. (1995), *New Paths to Democratie in Latin America: the Rise of NGO-Municipal Collaboration*, Lynne Rienner Publishers, Londres.

SENECAL S. (2004), " Une autre façon d'échanger : exemple du trueque argentin et du trueque de Venado Tuerto", BIM, Université de Montpellier 1 / Agro Montpellier.

SERVET J.M. (1999) (sous la dir.), *Une économie sans argent*, Seuil, Paris.

SMOUTS M.-C. (1995), *Les organisations internationales*, Armand Colin, Paris.

TOVAR T. (1992), *Pobladores, organizacion, democracia y politica en Villa el Salvador*, Centro de estudios y promocion del desarrollo (DESCO), Lima.

VELASQUEZ RAMOS S. (1997), *Hacia un plan estrategico de promocion empresarial para VES desde la PYMES*, Direccion de promocion empresarial y cooperacion, Municipalidad de VES.

VERSCHAVE F.-X. (1994), *Libres leçons de Braudel (passerelles pour une société non excluante)*, Syros, Paris.

ZAPATA A. (1996), *Sociedad y poder local*, DESCO, Lima.